

Article du jeudi 18 septembre 2008

Les entreprises françaises dans la tempête bancaire

Le resserrement du crédit se fait déjà sentir dans le secteur des petites et moyennes entreprises. La menace de voir remonter le chômage se précise

Alors que la tempête bancaire continue de produire ses effets en alimentant la crainte de nouvelles faillites d'importants établissements financiers, une nouvelle inquiétude commence à poindre. Celle de voir la crise toucher les entreprises françaises, à commencer par les petites et moyennes entreprises (PME), et provoquer une remontée du chômage.

Comme ont pu le constater les ménages candidats à un achat immobilier, les particuliers ressentent d'ores et déjà les effets de cette situation. Obtenir un crédit est devenu à la fois plus difficile et plus cher, les banques fragilisées par la crise devenant de plus en plus sélectives et exigeantes. Or, voici qu'à présent les entreprises françaises commencent à ressentir les mêmes difficultés. Ainsi, selon une étude du Comité Richelieu publiée hier, 40 % des PME innovantes - les start-up, par essences fragiles car souvent dénuées de fonds propres - connaissent à leur tour des complications pour emprunter. Et le phénomène s'étend en direction des autres petites et moyennes entreprises plus traditionnelles qui risquent également d'être confrontées à une baisse de leur carnet de commandes, en particulier dans le secteur de la sous-traitance. Inquiet, Jean-François Roubaud, président de la CGPME a d'ailleurs rencontré hier le Premier ministre.

Pour l'instant, les grosses entreprises disposant d'importantes capacités d'autofinancement paraissent épargnées. Mais un autre danger les guette, à savoir le ralentissement économique, très sensible en France où la croissance est désormais en panne.

Croissance atone, resserrement du crédit, toutes les conditions semblent donc réunies pour que les investissements reculent. Ainsi la situation de marasme qui prévaut aujourd'hui dans l'immobilier est donc susceptible de s'étendre à d'autres secteurs d'activités, les services financiers notamment.

Dans de telles conditions et comme le pressentait mardi la ministre de l'Économie, on ne peut que s'attendre à une remontée du chômage, aujourd'hui évalué en France à 7,2 % de la population active. Nicolas Bouzou, du cabinet d'analyse économique Astères, dit tabler « sur un rythme de destruction d'emplois de 200 000 par trimestre » dès la fin de l'année.

Seules lueurs d'espoir dans ce sombre paysage, la baisse du prix du pétrole et une très hypothétique baisse des taux de la Banque centrale européenne pourraient redonner de l'oxygène à l'économie française.

René Raffin

[Fermer cette fenêtre](#)

Tous droits réservés. © Le Progrès 2007